

## **Revue de presse du CNC, 16 avril 2008**

**Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.**

**Bonne lecture !**

**Yvan Boulay  
Comité communication-CNC**

\*\*\*\*\*

**Cyberpresse, 16 avril 2008 - Le ministre Raymond Bachand gronde Crocs : «Un beau cas de capitalisme sauvage»**

«On les avait approchés, on leur avait offert de l'aide. Leur réponse, ça a été un silence radio. Aujourd'hui, on comprend pourquoi...»

Au lendemain de l'annonce faite par Crocs de mettre la clé dans la porte de son usine de Québec et d'envoyer 669 travailleurs au chômage - en incluant les 262 licenciements que l'entreprise avait annoncés en février -, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand ne cachait pas son «indignation», hier, à l'Assemblée nationale.

«C'est un beau cas de capitalisme sauvage», a-t-il décrié en commentant la façon de faire de la société dont le siège social a pignon sur rue au Colorado, elle qui a annoncé la fermeture «sans en parler à ses gestionnaires à Québec, au syndicat et au gouvernement».

M. Bachand a raconté que son ministère avait été alerté, en février dernier, à la suite de la décision de Crocs de procéder à 262 mises à pied à Québec en raison d'un inventaire élevé de sandales. La compagnie affirmait vouloir moderniser ses installations et accroître ses activités de recherche et de développement dans la capitale.

Le gouvernement a alors informé Crocs de l'existence de programmes d'aide à l'investissement et que l'entreprise pourrait en bénéficier. De l'avis du ministre Bachand, personne chez Crocs - ni au Colorado ni à Québec - n'a daigné donner un signe de vie.

En conférence de presse, il n'a pas manqué de faire allusion aux difficultés éprouvées par Crocs sur les marchés boursiers. La valeur de l'action est en chute libre et les actionnaires ruent dans les brancards.

«L'usine de Québec représente à peu près 4 % de la production mondiale de sandales. Crocs voulait donner un signal aux marchés qu'il faisait quelque chose pour corriger la situation et ils ont décidé de flusher Québec.»

À un journaliste qui lui demandait s'il avait perdu espoir de pouvoir renverser la situation, le ministre Bachand a été très clair. «L'entreprise ne nous appartient pas. On ne la nationalisera pas.»

### **Reclassement des travailleurs**

Par ailleurs, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, a assuré que le gouvernement «ne laisserait pas tomber un seul travailleur» et qu'un comité de reclassement verrait le jour dès que l'employeur et le syndicat auront donné leur consentement.

Il a dit souhaiter que les travailleurs de Crocs puissent être rapidement dirigés vers d'autres emplois ou encore qu'ils puissent obtenir la formation nécessaire leur permettant d'améliorer leur employabilité.

Pour le syndicat des Teamsters (FTQ), qui représente les travailleurs de Crocs, l'heure n'est pas encore au reclassement des travailleurs mais plutôt au sauvetage de l'entreprise. «Et si le gouvernement libéral ne veut pas embarquer dans ce processus, il en subira les conséquences», a déclaré le porte-parole des Teamsters, Stéphane Lacroix.

Pour le maire de Québec, Régis Labeaume, il ne sert à rien de se battre contre la Chine et les autres pays où les coûts de main-d'oeuvre sont bas.

«Notre avenir économique passe par l'innovation technologique. Il faut que l'on forme les gens. Il faut que l'on incite les jeunes à aller étudier en sciences. Il faut pousser sur l'entrepreneuriat», a insisté M. Labeaume.

Avec la collaboration d'Anne Drolet et de Pierre-André Normandin.

Gilbert Leduc

\*\*\*\*\*

### **Le Devoir, 16 avril 2008 - L'appui au libre marché s'effrite**

L'appui aux principes de l'économie de marché s'est effrité ces dernières années un peu partout dans le monde, selon un sondage réalisé dans 18 pays du Nord comme du Sud.

Une majorité de citoyens dans la plupart de tous ces pays continue de se dire d'accord avec l'idée que «la libre entreprise et l'économie de marché sont le meilleur système sur lequel bâtir l'avenir de la planète», révèle l'enquête d'opinion réalisée par la firme de sondage GlobeScan pour le compte de grandes entreprises et d'organisations internationales. Cet appui a toutefois connu une baisse depuis la dernière fois où les mêmes questions avaient été posées. «Dans plusieurs pays, cette perte d'appui a été pour le moins marquée», a noté hier la firme de sondage au moment de dévoiler les résultats de sa recherche.

D'environ 80 % en 2003 aux États-Unis, le degré de soutien au système de marché était par exemple tombé à 70 % l'été dernier, soit avant même que n'éclate vraiment la crise

financière. Plusieurs autres pays ont aussi connu des baisses. Cela a été le cas notamment en Corée du Sud, où 55 % de la population dit aujourd'hui appuyer l'économie de marché, soit 15 points de pourcentage de moins qu'en 2005. Le même phénomène s'est observé notamment en Turquie (34 % d'appui, 13 points de moins), en Chine (66 %, neuf points de moins), au Royaume-Uni (59 %, sept points de moins), au Brésil (50 %, sept points de moins) et au Mexique (56 %, six points de moins).

La tendance a été à peine perceptible au Canada, où l'appui est passé en deux ans de 67 % à 66 %. Le seul pays à avoir connu une hausse (cinq points de plus) a été la France, qui conserve toutefois son titre d'un des pays les plus critiques à l'endroit de l'économie de marché, avec 41 % d'appui et 45 % de rejet de ces principes.

### **État demandé**

La majorité, ou une pluralité de citoyens dans tous ces pays sauf un (Turquie) ont aussi répondu que «les intérêts de la société sont mieux servis lorsque ce système économique s'accompagne d'une forte régulation gouvernementale», révèle l'étude réalisée entre juin et août 2007 auprès de 9357 personnes, avec une marge d'erreur de 3 % à 5 %, 19 fois sur 30. Phénomène intéressant, cette demande pour un solide encadrement de l'économie par l'État vient surtout de ceux qui disent appuyer l'économie de marché. Les trois quarts de ces derniers estiment en effet que les lois du marché requièrent une main énergique des gouvernements pour fonctionner dans le meilleur intérêt de la société dans son ensemble.

Cette idée recueille en moyenne l'appui de 62 % de la population des 18 pays sondés. Cet appui atteint 64 % au Canada et un respectable taux de 57 % aux États-Unis, berceau de la libre entreprise. On observe toutefois, là aussi, une légère perte de vitesse.

«Cette croissance de l'incertitude à l'égard de l'économie de marché s'explique par un ensemble de facteurs», a expliqué hier lors d'un entretien téléphonique au Devoir Rob Kerr, vice-président à GlobeScan. Il faut dire que la mondialisation a moins la cote, ces temps-ci, et que la montée du chômage et le ralentissement économique dans plusieurs pays n'arrangent pas les choses. «Il y a également un scepticisme croissant à l'égard de l'effet positif que peuvent avoir les grandes entreprises, aussi bien nationales qu'étrangères, sur le niveau général de bien-être, a-t-il poursuivi. C'est particulièrement vrai dans les pays développés.»

Dans ce contexte, le léger recul de l'appui à une forte régulation de l'économie par les gouvernements ne doit pas être interprété comme le signe que les citoyens souhaiteraient un plus grand laisser-faire, au contraire. «Ce recul est plutôt lié au fait que les gens ont moins confiance qu'auparavant en la capacité, ou en la volonté, des gouvernements d'agir», dit Rob Kerr.

Éric Desrosiers

\*\*\*\*\*

### **Le Devoir, 16 avril 2008 - L'emploi continuera à défier la logique : Desjardins prévoit la création nette de 630 000 emplois en 2008 et en 2009**

La belle vigueur du marché du travail au Canada en cette période de crise des exportations et de ralentissement économique est presque un défi à la loi de la gravité

économique. Des économistes pensent malgré tout que le retour sur terre n'est pas pour demain.

Le marché du travail continuera de déjouer toute logique au Canada avec la création nette de 630 000 emplois au cours des deux prochaines années, prédisent les économistes du Mouvement Desjardins.

Bien peu d'experts auraient pensé que l'année 2007 se solderait finalement par la création nette de 380 000 emplois, a rappelé hier le Mouvement Desjardins dans un document de prévision économique. Le Canada continuera pourtant sur sa lancée en gagnant 300 000 nouveaux emplois cette année et 330 000 autres en 2009, prévoit l'institution financière.

Ces gains sur le front de l'emploi permettront d'abaisser le taux de chômage à d'impressionnantes moyennes de 5,9 % en 2008 et 5,7 % en 2009. «Il s'agira des plus bas taux de chômage annuels depuis 1974», souligne l'auteur de l'étude, l'économiste senior Benoit P. Durocher. «Un constat somme toute très positif pour une économie dont la croissance sera presque nulle au cours des prochains mois.»

Comme en 2007, cette performance étonnante sera essentiellement attribuable à la remarquable vitalité de l'économie intérieure, alors que le secteur des exportations continue d'être entraîné vers le fond par l'économie américaine. Les dépenses de consommation devraient continuer de rester fortes grâce notamment à l'appréciation du dollar canadien, qui confère un meilleur pouvoir d'achat aux ménages, à l'augmentation des salaires, qui est supérieure en moyenne à l'inflation, et aux baisses de taxes et d'impôt des gouvernements. L'économie intérieure profitera également de la poursuite d'investissements majeurs dans un secteur des ressources chauffé à blanc par la demande des économies émergentes ainsi que les vastes programmes d'investissement dans les infrastructures publiques lancés notamment par le gouvernement du Québec.

L'accumulation de mauvaises nouvelles en provenance des États-Unis, le maintien de la force du huard et les coûts de l'énergie n'indiquent malheureusement rien de bon pour les industries exportatrices. Le secteur de la fabrication a perdu jusqu'à présent 355 000 emplois depuis 2003. Près de 350 000 autres pourraient encore disparaître en 2008 et en 2009, craignent les économistes du Mouvement Desjardins. Ce secteur ne compte cependant que pour 12,1 % de l'ensemble des emplois.

Les pertes qui y seront subies devraient être plus que compensées par les 1 505 000 emplois qui seront créés en deux ans dans les secteurs des services. «Au bout du compte, non seulement les emplois créés dans certains secteurs des biens, comme les mines, l'énergie et la construction, devraient continuer à contrebalancer en grande partie les pertes encourues au sein de la fabrication, mais les emplois dans les services devraient poursuivre leur ascension à un rythme relativement rapide», écrit l'économiste Benoit P. Durocher.

### **Retour sur terre**

Le Canada finira quand même par se faire rattraper par la réalité, du moins un peu, conclut une autre étude sur le même sujet dévoilée hier, mais signée, celle-là, par les analystes de la Banque TD.

«Bien que le Canada soit clairement entré dans une période de ralentissement de la croissance économique, personne ne semble l'avoir dit au marché du travail», y observe d'abord avec humour son auteur, Ritu Sapra. «Le rythme de croissance de l'emploi devrait

cependant ralentir significativement compte tenu des faiblesses des projections de croissance économique», poursuit l'économiste.

D'une croissance nette de l'emploi de 2,3 % en 2007, le Canada devrait revenir à une moyenne plus modeste de 1,5 % cette année, et même de seulement 0,6 % en 2009, prédit la Banque TD.

La bonne nouvelle est que le taux de chômage devrait quand même rester bas, aux alentours de 6,4 %, durant toute cette période, et les salaires relativement élevés.

Éric Desrosiers

\*\*\*\*\*

### **Le Devoir, 15 avril 2008 - Une communauté sur cinq serait menacée par la mondialisation**

La mondialisation menace de faire baisser la population d'une collectivité sur cinq, durant les prochaines années au Canada, et d'aggraver la situation de l'emploi dans au moins une communauté sur 20, selon Statistique Canada. Au Québec, les endroits les plus frappés risquent d'être, encore une fois, les régions-ressources de la Gaspésie, de la Côte-Nord ou du Lac-Saint-Jean.

Environ un tiers des collectivités canadiennes ont connu une décroissance de leur population au cours des deux dernières décennies alors qu'un autre tiers ont observé, au contraire, une hausse, commence par rappeler Statistique Canada dans une étude de 64 pages dévoilée hier. «L'un des facteurs de changement les plus importants des collectivités canadiennes a été le processus d'intégration économique mondiale [qui] a certes ouvert de nouveaux débouchés à divers secteurs économiques, mais [qui] a par la même occasion accru l'exposition économique à la concurrence mondiale de secteurs plus traditionnels», peut-on y lire.

Intitulée Un indice de la vulnérabilité des collectivités: cadre conceptuel et application aux variations de la population et de l'emploi, l'étude de Statistique Canada vise à recenser, dans ce contexte économique, les facteurs de risque et les atouts qui ont infléchi le destin des villes et villages du Canada depuis 1981. «Il est certes irréaliste d'espérer renverser les tendances à la décroissance de toutes les collectivités rurales, y explique-t-on, mais des politiques particulières peuvent contribuer à stabiliser les niveaux de la population rurale et réduire le niveau de vulnérabilité à la décroissance démographique.»

Parmi les plus importants facteurs de risque, on note la dépendance économique envers le secteur primaire, comme l'agriculture, la foresterie et l'exploitation minière, mais aussi envers des entreprises manufacturières traditionnelles, comme le vêtement. Le degré de menace va aussi en croissant plus on s'approche d'une économie mono-industrielle. La situation est pire également lorsque l'on fait déjà face à un problème d'exode de la main-d'oeuvre.

À l'inverse, la présence d'entreprises du secteur de la transformation et des services, une base économique diversifiée et une population en croissance constituent des atouts. La proximité d'un centre urbain et une main-d'oeuvre disposant d'un bon niveau de scolarité sont aussi des avantages.

L'ensemble de ces variables explique relativement bien ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années au Canada. Appliquées au portrait du Canada dressé lors du recensement de 2001, elles permettent d'établir que 17,4 % des collectivités canadiennes risquent clairement de voir leur population fléchir dans les prochaines années et que 4,5 % sont menacées de voir leur taux de chômage augmenter. Les régions menacées se retrouveraient notamment en Saskatchewan, dans le nord de l'Ontario, ainsi que dans les provinces atlantiques.

### **La situation au Québec**

Au Québec, les collectivités à risque seraient notamment toutes celles à l'est de Montmagny et de Saint-Georges-de-Beauce, sur la rive Sud du Saint-Laurent, et toutes celles à l'est de Forestville de l'autre côté du fleuve. Les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi ne seraient pas épargnées, à l'exception des plus grandes villes, telles que Saguenay, La Baie et Val-d'Or. Plusieurs communautés feraient également face à 30 % à 50 % de risques de décroissance démographique en Estrie, entre Trois-Rivières et Québec et au nord de Gatineau.

«Dans l'ensemble, le nombre de collectivités qui devraient subir une décroissance démographique et une baisse de l'emploi à l'avenir est relativement limité», observent les quatre auteurs de l'étude de Statistique Canada. Les proportions évoquées courent cependant plus de risques de sous-estimer les dommages qui seront réellement subis que l'inverse, ont-ils ajouté. La dégradation sur le front de l'emploi pourrait notamment être beaucoup plus importante que prévu du fait du vieillissement de la population

### **Nuances et bémols**

Les auteurs de l'étude apportent tout de suite des nuances à ce portrait. «Dans chacune de ces régions vulnérables, il existe des collectivités qui ne sont pas confrontées à une forte probabilité de décroissance», précisent-ils. Comme plusieurs des régions concernées ont déjà été durement affectées, il est possible aussi qu'elles ne puissent pas descendre encore beaucoup plus bas.

Et puis, le contexte économique a évolué par rapport à ce qu'il était de 1981 à 2001, notamment à cause de la mondialisation. La croissance fulgurante des économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, a par exemple contribué à une flambée des prix du pétrole, des aliments et des autres matières premières susceptible de combler d'aise, justement, les régions-ressources (voir «Le Canada évitera la récession» en page B 5). «Il est vrai que la situation a changé depuis 2001», admettait hier en entrevue téléphonique Marco Morin, porte-parole de Statistique Canada.

\*\*\*\*\*

### **La Presse, 15 avril 2008 - Taux de chômage élevé chez les immigrants diplômés : Parler français ne suffit pas à trouver un emploi**

Il ne suffit pas pour un immigrant de bien connaître le français pour trouver un emploi au Québec. En comparant des groupes de personnes du même âge et du même niveau de scolarité, une nouvelle étude indique au contraire que ce sont les allophones parlant uniquement le français qui ont le plus haut taux de chômage.

C'est ce qui se dégage des données du recensement de 2006 compilées et analysées par l'Institut des études canadiennes, un organisme de Montréal.

L'institut a principalement compilé les indicateurs de chômage chez les diplômées universitaires de 35 à 44 ans. Ainsi, à Montréal, les allophones de ce groupe ne parlant que le français ont un taux de chômage de 24,7%. En comparaison, le taux de chômage des francophones ne parlant que le français n'est que de 3,1%. Les anglophones de Montréal ne parlant que l'anglais ont un taux de chômage de 4,3%.

"La langue n'est pas le seul facteur en matière d'intégration économique", conclut le directeur général de l'Institut, Jack Jedwab. À la lumière de ces données, on constate qu'il y a d'autres facteurs importants d'intégration, dont la capacité pour les immigrants à pénétrer des réseaux existants d'embauche."

Un exemple simple de ces réseaux: la fonction publique. "Le niveau de représentation des minorités dans la fonction publique ou dans des organismes qui dépendent de subventions gouvernementales est très bas, dit M. Jedwab, et ce, en dépit des améliorations des dernières années."

Les données pour Montréal se répètent en région. Parfois l'écart des taux de chômage entre immigrants ne parlant que le français et les autres groupes est encore plus grand.

L'analyse demeure toutefois partielle. On remarque par exemple que dans le groupe des allophones de 15 à 24 ans résidant à Montréal, le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez ceux qui ne parlent que l'anglais (31,8%) que chez ceux ne parlant que le français (19,2%). M. Jedwab n'a pas d'explications pour ce renversement de tendance. Il dit avoir mis l'accent de son étude sur le groupe des 35-44 ans, parce qu'il est le plus représentatif des personnes sur le marché du travail.

Au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, on se dit conscient de la situation. C'est pourquoi, dit Stéphane Goupil, attaché de la presse de la ministre Yolande James, le gouvernement a récemment investi 68,6 millions de dollars dans des programmes visant l'intégration des immigrants.

À titre d'exemple, il parle de la visioconférence, un outil permettant à de futurs immigrants et des employeurs de se parler à distance. "De cette façon, les employeurs peuvent évaluer les niveaux de compétence des personnes", dit-il.

\*\*\*\*\*

**Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)**

**354, avenue des Pins Ouest**

**Montréal, Québec H2W 1S1**

**Téléphone : (514) 933-3764**

**Télécopieur : (514) 933-4074**

**Courriel : [cnc@lecnc.com](mailto:cnc@lecnc.com)**

**Site : <http://www.lecnc.com>**